

Les prisonniers olympiques

Les Jeux olympiques avaient leur hymne, leurs anneaux, leurs héros et leurs sponsors. Avec Pékin 2008, ils ont désormais leurs prisonniers.

Robert MÉNARD, secrétaire général de Reporters sans frontières et Vincent BROSSEL, chercheur

En même temps qu'il construit de beaux stades, le gouvernement chinois arrête ceux qui osent dénoncer les innombrables violations des droits de l'Homme commises dans le pays. La police politique prépare les olympiades à sa manière, en accusant de « subversion » ceux qui rappellent publiquement qu'en 2001 les autorités avaient pris l'engagement d'améliorer la situation des libertés fondamentales.

Ainsi, quelques jours avant le réveillon de décembre 2007, une trentaine de policiers sont venus arrêter le célèbre militant des droits de l'Homme, Hu Jia, à Pékin. De peur qu'il n'alerte ses amis en Chine et à l'étranger, les agents avaient préalablement coupé ses lignes téléphoniques et sa connexion Internet. Ils ont ensuite menacé de représailles sa femme, la jeune blogueuse Zeng Jinyan, classée par le magazine américain *Time* dans ses « 100 héros de l'année 2007 ». Elle est maintenant seule et coupée du monde avec leur fille âgée d'à peine deux mois. Des dizaines de journalistes étrangers ont été empêchés de lui rendre visite. Les deux avocats n'ont toujours pas été autorisés à voir Hu Jia, et le 30 janvier, les autorités ont transmis à sa famille l'acte d'inculpation pour « incitation à la subversion du pouvoir de l'Etat ». Il a été condamné, le 3 avril dernier, à trois ans et demi de prison.



© REPORTERS SANS FRONTIÈRES

Récemment nommés pour le prix « Sakharov » du Parlement européen, Hu Jia et Zeng Jinyan incarnent la défense courageuse et opiniâtre de la liberté d'expression en Chine.

Hu Jia est le « prisonnier des Jeux olympiques ». Sur son site Internet, il tenait parallèlement le décompte des jours qui restent avant la cérémonie d'ouverture du 8 août, et celui des jours qu'il a passés en résidence surveillée. Hu Jia est contre le boycott des JO. Il était enthousiaste à l'idée de la venue de milliers de journalistes étrangers qui pourraient parler de la situation de la Chine, des démunis, des dissidents opprimés.

Ce jeune homme de tout juste 34 ans milite depuis dix ans pour la défense de l'environnement, les droits des malades du sida et des prisonniers politiques. Major de sa promotion d'ingénieurs, il s'est d'abord engagé avec l'organisation des Amis de la nature, puis aux côtés des malades du sida. Il a fondé l'une des premières organisations apportant des soins et du réconfort aux victimes de ce fléau, si nombreuses en Chine et pourtant délaissées par les autorités.

Ne pas fâcher Pékin

Récemment nommés pour le prix « Sakharov » du Parlement européen, Hu Jia et Zeng Jinyan incarnent la défense courageuse et opiniâtre de la liberté d'expression en Chine. Connus des diplomates et de la presse étrangère, on les pensait intouchables.

Hu Jia n'est pas le seul prisonnier des Jeux olympiques. Wang Guilin, qui a participé à la campagne « Nous voulons les droits de l'Homme, pas les Jeux olympiques », a été condamné le 28 janvier dernier à dix-huit mois de rééducation par le travail. Son collègue, Yang Chunlin, a été jugé en février dans des conditions déplorables à Jiamusi (nord-est de la Chine). Il a dû faire le trajet de sa cellule à la salle d'audience

les pieds et mains liés. Il avait également le visage recouvert par une cagoule noire, et l'un des gardiens le retenait par le cou. Il a été condamné le 24 mars dernier à cinq ans de prison pour « subversion ».

Face à une telle répression, on s'attendrait à une levée de boucliers. Tous ceux qui attendent les JO de Pékin 2008 devraient se mobiliser, tant il est désormais impossible de croire que cette grande fête du sport ne sera pas entachée par la détention, entre autres, de Hu Jia et des animateurs de la campagne « Nous voulons les droits de l'Homme, pas les Jeux olympiques ». Mais le Comité international olympique reste muet, rejetant tout appel à l'aide. Les sponsors olympiques ne disent rien non plus. Et les diplomates prennent trop rarement la défense des prisonniers politiques chinois, soucieux avant tout de ne pas fâcher Pékin. Seul le Parlement européen a clairement demandé la libération d'Hu Jia.

Nous, comme d'autres, avons longtemps espéré que Pékin choisirait la méthode douce, laissant aux militants des droits de l'Homme la possibilité, même réduite, de s'exprimer avant et pendant les Jeux olympiques. Mais la police politique a reçu des ordres : arrêter les dissidents, fichier les journalistes étrangers et inscrire sur une liste noire les défenseurs des droits de l'Homme étrangers. Cette répression ne fait que radicaliser les actions des protestataires. Déjà, les Tibétains, les défenseurs de la liberté religieuse et tous ceux qui se sentent trahis se préparent à manifester pendant les JO. Au risque de gâcher la fête. A qui la faute ? Au gouvernement chinois. Et seulement à lui. ●